

**Dialogue politique de haut niveau pour assurer le  
leadership des femmes dans la prévention et la lutte  
contre l'extrémisme violent dans le G5 Sahel**

**21-22 février 2017, Bamako (MALI)**

**PLAIDOYER POUR LA PROMOTION DU  
LEADERSHIP DES FEMMES EN MATIERE  
DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE  
L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS  
LES PAYS DU G5 SAHEL**

22 Février

# PLAIDOYER POUR LA PROMOTION DU LEADERSHIP DES FEMMES DANS LA LUTTE ET LA PREVENTION CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LES PAYS DU G5 SAHEL

---

## I. Le constat

Plusieurs faits et témoignages attestent de la manière brutale et systématique avec laquelle les femmes sont ciblées dans tous les actes de radicalisation et d'extrémisme violent : enlèvements, viols, mariages forcés, esclavage sexuel et autres traitements effroyables sont les manifestations les plus récurrentes de l'horreur qu'elles vivent.

Cette situation accentue les conditions difficiles déjà existantes d'exclusion et de marginalisation des femmes.

Privées d'espace d'expression dans l'arène politique, les femmes ont établi des stratégies de contournement et ont notamment investi les organisations de la société civile par le biais desquelles, elles agissent dans leur tentative de transformation des inégalités de pouvoir. Elles sont à l'avant-garde des efforts de prévention et de réponses par le biais d'activités de sensibilisation à travers des réseaux de femmes pour la paix, la gestion non violente des conflits, la culture et le maintien de la paix.

Dans la plupart des conflits qui ont affecté la sous-région, les femmes ont fait preuve de courage, d'abnégation et d'ingéniosité pour préserver le modèle de société de leur terroir. Ces actions ont permis de limiter les conséquences des conflits, de sauvegarder un minimum d'activités et de vie économique.

Nonobstant les conditions précaires dans lesquelles elles interviennent, les femmes ont enregistré des résultats plus qu'honorables en matière d'aide aux victimes des conflits à travers les actions de :

- Prise en charge médicale ;
- Prise en charge psychosociale ;
- Réinsertion socio-économique ;
- Accompagnement juridique ;
- Renforcement d'une culture de non-violence à l'égard des filles et des femmes à travers la promotion de mécanismes locaux de prévention des violences basées sur le genre.

Certes des progrès ont été réalisés pour la réduction des inégalités hommes femmes et l'amélioration du sort des femmes à travers la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discriminations contre les femmes (CEDEF) et son protocole facultatif, de même que les différentes résolutions des Nations Unies relatives à la participation des femmes au processus de paix et à la sécurité, telles que les Résolutions 1325 et suivantes et la 2242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ces textes sont renforcés par le plan d'action du Secrétaire Général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent qui préconise une approche holistique pour tous les efforts visant à combattre l'extrémisme violent et reconnaît le rôle central de l'égalité des sexes et les droits des femmes.

Plus récemment, les différentes missions du Secrétariat Permanent du G5 Sahel et de l'experte genre de ONU Femmes ont permis l'opérationnalisation de la plateforme régionale

ainsi que des cellules nationales dans les cinq pays du G5 Sahel pour permettre leur fonctionnement.

Malgré ces avancées qui sont réelles, force est de constater que la mise en œuvre de ces résolutions n'est pas toujours effective et que les résultats sont peu probants, faute de financements adéquats.

Il est indéniable que la faible présence, voire l'absence des femmes des instances de prise de décision pour combattre l'extrémisme violent, constitue un frein aux initiatives déjà prises au plan international, régional et national et en particulier par les Etats du G5 Sahel.

Les Femmes du G5 Sahel pour leur part sont conscientes :

- de leur potentiel et sont décidées à jouer pleinement leur rôle de levier en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ;
- du fait que le cadre actuel de leurs actions constitue une limite objective à la portée de celle-ci, et prive du coup nos populations d'un levier important en matière de lutte contre l'extrémisme violent.

C'est pourquoi, elles ont pris des initiatives et entrepris des actions en vue de conforter leur position institutionnelle à travers un certain nombre d'interventions prioritaires nécessaires à leur engagement comme partenaires pour contrer l'insécurité grandissante et la violence dans la sous-région.

Après une analyse approfondie de l'évolution de la situation sécuritaire de la région du Sahel, les Femmes du G5 Sahel ont acquis la conviction qu'**une impulsion de l'autorité politique est aujourd'hui indispensable pour que leur leadership en matière de lutte contre l'extrémisme violent devienne une réalité.**

C'est pourquoi, nous, Femmes de la Plateforme du G5 Sahel, décidées à nous investir dans les actions d'information, d'éducation, de communication et de sensibilisation dans le cadre de la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, plaidons auprès des plus hautes autorités des pays du G5 Sahel pour ce qui suit :

## II. Plaidoyer

### A- RENFORCEMENT DU LEADERSHIP DES FEMMES EN MATIERE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT :

1. Concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques de nature à promouvoir le leadership des femmes et corriger les asymétries économiques et sociales hommes-femmes.
2. Offrir une tribune d'expression aux femmes de la PFS à travers des invitations aux réunions statutaires du G5 Sahel (Réunions du Conseil des Ministres, Sommets des Chefs d'Etat).
3. Associer les femmes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
4. Intégrer les femmes dans les structures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux communautaire, national et régional et dans les forces de défense et de sécurité en y instaurant un quota.

5. Assurer la protection des femmes qui collaborent avec les services de défense et de sécurité dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent.
6. Renforcer la capacité des femmes à mieux comprendre le phénomène de radicalisation, non seulement au niveau communautaire, mais aussi dans les écoles et dans les universités, à travers des modules et des curricula de formation.
7. Renforcer la participation des femmes dans le processus de recherche et de maintien de la paix, notamment dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et dans la réforme du Secteur de la Sécurité.
8. Créer un poste de conseillère genre auprès du Secrétaire Permanent du G5 Sahel pour s'assurer de la prise en compte systématique du genre dans l'exécution du mandat du G5 Sahel, du développement et de la mise en œuvre de programmes et projets de renforcement du leadership féminin dans chacun des Etats membres.

## **B- MOBILISATION DES RESSOURCES**

1. Assurer le financement des plans d'action nationaux de la résolution 1325 des pays du G5 Sahel.
2. Assurer le financement des plans d'action nationaux, des cellules nationales de la plateforme du G5 Sahel, à travers les ministères en charge de la Femme et du Genre en inscrivant une ligne budgétaire au niveau national.
3. Créer et/ou renforcer les fonds d'autonomisation des femmes et mener une étude de faisabilité en vue de la création de la Banque des femmes conformément aux recommandations du Forum des Femmes du Sahel de juillet 2015 à N'Djamena.
4. Mobiliser des ressources additionnelles auprès des Partenaires Techniques et financiers (PTF) pour le financement de la plateforme régionale et des cellules nationales.
5. Solliciter l'appui des PTF pour le financement de programmes à court, moyen et long termes y compris pour la continuation du programme « *Renforcement du leadership des femmes dans la consolidation de Paix et de Sécurité* » dans la région du Sahel pour pérenniser les actions entreprises.

## **C- RESILIENCE ECONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE.**

Faire le plaidoyer auprès des PTF pour mobiliser des ressources susceptibles d'assurer la mise en œuvre des projets du G5 Sahel portant sur :

- 1) l'autonomisation des Femmes et des Filles en milieu rural ;
- 2) le développement d'initiatives intégrées pour la jeunesse (de lutte contre la radicalisation) ;
- 3) le pastoralisme résilient dans les pays du G5 Sahel ;
- 4) l'accès à la Justice des Femmes et des Jeunes.

[La plateforme](#)